

Méritocratie, progrès, confiance : 2016, l'année où les trois crises spirituelles qui déstabilisent nos démocraties sont devenues incontournables



Dès les années 1970/1980, l'opinion publique dans les démocraties occidentales a commencé à manifester sa défiance vis-à-vis des institutions, en même temps que l'idée de progrès accentuait sa crise. Celle de la méritocratie est survenue un peu plus tardivement en France.

Avec Gilles Lipovetsky

Avec Eric Deschavanne

Atlantico: Accroissement des inégalités, entre-soi socio-économique, prédominance du niveau d'études dans le jugement d'un individu, etc. Dans quelle mesure le système économique actuel a-t-il contribué à la crise de la méritocratie que nous connaissons actuellement ? Pour quelles raisons, d'après vous, les politiques n'ont-ils pas été capables d'éviter cette crise qui alimente en partie le vote contestataire chez certaines catégories socio-économiques ?

Gilles Lipovetsky : C'est particulièrement **aux Etats-Unis** que le système économique a mis à mal le système méritocratique, empêchant ainsi de faire fonctionner en démocratie ce que l'on appelle l'ascenseur social. Ceci s'explique notamment par le coût des études universitaires rendues ainsi inaccessibles à tout un ensemble d'individus, dissuadés de jouer dans cet ordre-là. Sur ce plan, c'est donc le système économique qui a grippé la méritocratie ; **le marché apparaît comme quelque chose qui n'est pas un auxiliaire de la démocratie, mais au contraire, qui vient l'empêcher de s'exercer.**

Cette crise de la méritocratie existe également **en France** et est à mettre en **corrélation avec la crise de l'école que nous connaissons depuis les années 1990**, et qui contribue à l'accroissement des inégalités. Dans ce cas, ce n'est pas le système économique qui est en cause puisque nous sommes encore dans la gratuité de l'enseignement : la critique doit porter sur le système scolaire, les modes d'éducation, le fonctionnement même de l'institution scolaire. Le modèle économique n'est donc pas partout à mettre en cause. **En France, l'idée que la méritocratie est en crise est très forte puisque, depuis le XIX^{ème} siècle, l'école est perçue comme le moyen permettant d'accomplir les promesses de la démocratie** ; et lorsque ces promesses ne sont pas tenues - ce que révèlent un certain nombre de statistiques, les enfants des milieux défavorisés y restant - cela constitue une attaque frontale contre notre système démocratique. En France, l'école permet de réduire ces inégalités. Si elle n'y parvient pas, et que par ailleurs la mondialisation et le marché accroissent les inégalités, il est alors évident que le pacte démocratique est mis à mal.

Eric Deschavanne : Il faudrait faire la part de ce qui revient aux rigidités spécifiquement françaises et de ce qui revient à la nouvelle donne économique dans cette crise. On connaît la fameuse préférence française pour le chômage ainsi que la complexité bureaucratique et fiscale qui entrave l'entrepreneuriat. Il y a cependant une donnée propre à la nouvelle économie – l'économie de l'innovation et de la connaissance – qui transforme notre rapport au travail et au mérite : même dans un cadre libéral, la figure du *"self made man"* tend à disparaître. Il est sans doute possible de créer une start-up au sortir de son école de commerce, encore faut-il sortir

d'une telle école. Créer une entreprise sans posséder le moindre diplôme ou qualification, entrer dans une entreprise pour y gravir ensuite tous les échelons était encore possible dans les années 1960-70 ; c'est devenu assez improbable. Tel est le principal facteur de crise de l'idée méritocratique : le jeune sans qualification ou l'ouvrier de 50 ans dont l'activité disparaît ne peuvent raisonnablement considérer qu'il est encore possible de réussir par le travail.

La solution politique à ce défi est connue en théorie : il faut mettre le paquet sur l'éducation et la formation. Oui mais voilà, cela ne va pas très fort de ce côté-là. L'école, en France, est pourtant le pilier du discours méritocratique. La version contemporaine de celui-ci consiste à rappeler que les diplômes protègent du chômage (ce qui est statistiquement avéré) : on insiste donc sur la nécessité de s'accrocher, de tenir la distance, jusqu'à l'obtention du graal représenté par le diplôme. Las, les étudiants sont trop souvent inaptes aux exigences de l'enseignement supérieur, et nombre de diplômés n'offrent aucune qualification opératoire sur le marché du travail. Le diplôme en ce cas ne conditionne pas la réussite : il protège du stigmate disqualifiant que signale son absence, préserve simplement de l'échec quasi-irréversible. On conçoit donc que l'idéal méritocratique soit mal en point. Pour le revigorer, deux conditions s'imposent. En premier lieu, il importe de comprendre que l'enseignement secondaire et supérieur ainsi que la formation continue ne peuvent être bénéfiques sans les bases de l'éducation et de l'instruction acquises durant l'enfance. On commence à peine, en France, à prendre conscience de l'importance de l'enfance et de la petite enfance dans le processus de formation – importance bien plus cruciale qu'auparavant au regard des nouveaux défis socio-économiques.

Il faudrait en second lieu ressusciter l'élitisme républicain, ce "vieux machin" abandonné par la droite et considéré par la gauche comme un épouvantail idéologique. L'élitisme républicain est victime à la fois du discours technocratique sur l'éducation (qui donne la priorité à la lutte contre l'échec scolaire et aux objectifs quantifiés de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur) et du discours égalitariste hérité de Bourdieu, suivant lequel les élèves des grandes écoles – ceux qui brillent par leur talent et leur capacité de travail dans le système méritocratique républicain – sont des "héritiers" qui se sont juste donné la peine de naître. La suppression au cours de ce quinquennat des bourses au mérite ainsi que des classes bilangues et européennes traduit ainsi une indifférence, voire une hostilité à l'égard de l'élitisme républicain. En procédant de la sorte, la gauche égalitariste ne fait que conforter le déterminisme social qu'elle prétend vouloir combattre. Si l'on voulait redonner toute sa vigueur à l'idéal méritocratique, il faudrait pouvoir garantir à toutes les familles non seulement l'accès à l'école et le diplôme à la sortie des études, mais aussi la certitude que le talent et le travail puissent partout – dans toutes les écoles et sur l'ensemble du territoire – être reconnus et permettre d'atteindre l'excellence.

Progrès social, progrès technologique, progrès scientifique, etc. Ce terme de "progrès" a une acception plutôt positive d'une manière générale. Toutefois, certaines avancées peuvent être perçues comme menaçantes, notamment dans le domaine technologique (cf. la robotisation qui pourrait finir par menacer le travail humain) et scientifique (cf. la technologie CRISPR qui pourrait permettre de jouer à l'apprenti sorcier génétique). Quelles dérives cette notion a-t-elle connue ces dernières années/décennies ? Comment expliquer que nous puissions aujourd'hui douter quant à savoir si toutes ces avancées sont effectivement des progrès ?

Eric Deschavanne : Ce qui caractérise la modernité c'est l'innovation. L'idée de progrès se fonde sur la valorisation de l'innovation, dont on attend qu'elle permette de réaliser certaines espérances : vaincre la maladie, la misère, l'aliénation du travail, l'inégalité, etc. On ne peut pas dire que le progrès ait cessé d'être un idéal, même si l'âge d'or du Progrès est derrière nous. Non pas l'âge d'or du progrès réel, mais celui de la valorisation du progrès. La modernité se définit par rapport à la tradition. Une société traditionnelle valorise le passé, l'héritage; elle n'envisage pas la possibilité d'un avenir différent et meilleur. La révolution scientifique moderne, puis la révolution démocratique et la révolution industrielle ont suscité l'immense espérance d'un avenir meilleur, l'avènement d'une époque où les hommes seraient à la fois plus libres et plus heureux. Le siècle des Lumières a porté haut cet optimisme rationaliste, dont on pourrait du reste plaider qu'il a été validé par l'histoire. La crise de l'idée de progrès était néanmoins inévitable. Elle s'explique par deux effets nécessairement produits par l'innovation : la nostalgie du monde perdu et les désillusions du progrès. La pensée progressiste a toujours été accompagnée par une pensée critique de la modernité, une vision réactionnaire (stricto sensu) et antimoderne du cours de l'histoire. Cela ne peut être autrement, puisque la société de l'innovation permanente est nécessairement une société de l'arrachement au monde ancien, de la destruction de modes de vie et de valeurs ancrés dans la profondeur des temps. Le "progrès" autrement dit, fabrique en permanence des "mondes perdus" dont on peut avoir la nostalgie. Plus encore, l'innovation scientifique et technique génère inévitablement des tragédies et des catastrophes : destruction de métiers et d'emplois, destruction de l'environnement naturel, fabrication et usage d'armes de destructions massives, etc. A mesure que croissent les pouvoirs de l'homme pour la transformation de sa condition et la maîtrise de son destin croissent également les risques inhérents à l'usage de ces pouvoirs. La maîtrise de la maîtrise devient ainsi un enjeu politique. Dans la mesure où l'innovation est devenu un processus immaîtrisable, un destin, il est là encore presque inévitable que la considération des risques et l'inquiétude face au changement l'emportent sur la représentations des gains espérés en termes de bonheur et de liberté. Le progrès ne nous ôte pas le trouble de penser et la peine de vivre. Il ne met pas fin au tragique. Nous avons appris à nous méfier de nos espérances. Faut-il s'en plaindre ? Le fait que la croyance au progrès ait cessé d'être dogmatique peut en effet paradoxalement être considéré comme... un progrès. Nous avons un rapport plus adulte, plus conscient, plus prudent à l'innovation, dont nous appréhendons à la fois le potentiel de progrès et celui de risques ou de tragique qu'elle comporte. La crise du progrès ne va donc pas cesser, mais la valorisation du progrès non plus : pour cesser de croire au progrès, il faudrait cesser d'espérer, ce qui n'est guère à notre portée.

Gilles Lipovetsky : Il convient de prendre du recul par rapport à cette question. Le progrès a constitué la grande liesse des XVIIIème et XIXème siècles. **L'idée du progrès consiste à dire que la marche de l'Histoire va vers le mieux**: le progrès de l'esprit humain comme l'aurait dit Condorcet, celui des forces productives selon Marx, etc., doivent conduire à mieux vivre ; ceci signifie que l'Histoire travaille pour un mieux sur le plan des libertés, des connaissances, de la santé. L'idée forte du progrès aussi, c'est que le futur sera nécessairement meilleur, telle une foi religieuse en quelque sorte laïcisée.

Or, **il est vrai que cela est grippé** mais pas véritablement ces dernières années. Cela avait commencé avec la **Première Guerre mondiale**, où le progrès a servi à la mort de millions de personnes, ce qui a d'ailleurs conduit à des mouvements nihilistes, comme le dadaïsme, récusant le progrès. Ensuite est venue la **Deuxième Guerre mondiale et la bombe atomique lancée sur Hiroshima** qui a suscité de grandes interrogations quant au progrès. Puis, **ces interrogations ont culminé à partir des années 1970, au cours desquelles le Club de Rome affirmait que le productivisme conduit à la raréfaction des matières premières, à l'épuisement des richesses de la Terre, etc.**

S'il y a bien un élément qui met à mal le progrès, c'est bien **la crise écologique**, avec cette idée que le développement de la technologie conduit à l'épuisement de l'écosphère, au réchauffement climatique, et par extension, à des désastres gravissimes. Avant, on pensait que le progrès technologique conduisait forcément à mieux vivre, tandis que **maintenant, on prend conscience du prix fort que nécessite ces avancées, et notamment en matière de technologie**. A peu près partout désormais existe l'idée **d'effets pervers**, c'est-à-dire que les choses produisent le contraire de l'effet désiré. Il est question de cela dès les années 1970 : on parle de crise du progrès. Prenons l'exemple de l'automobile : dans les années 1950, cela est perçu comme une source de libération ; or dès les années 1970, on commence à voir les effets pervers de cette avancée, comme les encombrements par exemple ; et de quelle liberté disposons-nous lorsqu'on reste coincés deux heures dans un embouteillage ? Ainsi, **les bénéfiques individuels ont pour résultat un désastre collectif**. Désormais sont concernées l'intelligence artificielle, les nanotechnologies, la robotique, etc., qui génèrent l'anxiété du transhumanisme, selon laquelle nous allons jouer maintenant avec les gènes. **L'apprenti-sorcier s'est ainsi substitué au progrès**. D'une certaine manière, ce phénomène est à la fois négatif et positif, en ce sens que les gens sont désormais avertis ; **ils n'ont plus la religion du progrès, conscients que ces avancées peuvent nous coûter très cher au final**. C'est cela qui a changé, et non pas la dynamique du progrès.

Je terminerais sur le cas chinois : je ne suis pas sûr qu'ils connaissent actuellement une crise du progrès **ceci est davantage un phénomène caractéristique des pays industrialisés**. La mondialisation et le progrès ont permis aux Chinois de gagner sept à huit d'espérance de vie supplémentaire. Bien qu'ils subissent eux aussi les effets pervers de ce progrès, comme la pollution, je ne suis pas sûr qu'ils soient aussi sceptiques que nous : ils sont encore dans la phase ascendante du progrès.

A travers les sondages et les différentes élections survenues ces derniers temps, l'opinion publique semble ne plus avoir confiance, aussi bien envers les politiques, l'avenir, etc. Qu'est-ce qui explique que la parole officielle n'est aujourd'hui plus jugée crédible, de même que, dans une certaine mesure, celle des voix discordantes, notamment les partis populistes ?

Gilles Lipovetsky : Nous vivons aujourd'hui une profonde crise de confiance vis-à-vis de nos institutions. **En France, cette crise affecte également le rapport aux autres**, ce que révèlent les différents sondages réalisés ces derniers temps. Encore une fois, cela dépend des pays, car en Scandinavie, l'indice de confiance est élevé ; il ne faut donc pas prendre la France comme un modèle d'interprétation universelle.

Pour en revenir au cas français, **toutes les institutions, à l'exception du maire, sont frappées de discrédit**. Plusieurs raisons expliquent cette défiance. La première, c'est que **les promesses ne sont pas tenues, témoignant d'une incapacité de nos dirigeants à juguler les crises** (économique, migratoire, etc.), soit parce qu'ils ne savent pas comment faire, soit parce qu'ils préfèrent garantir la sauvegarde de leurs propres intérêts. La deuxième raison - majeure selon moi - c'est que **nous n'avons plus foi dans les grandes idéologies qui avaient auparavant un rôle d'aveuglement protégeant les dirigeants**. Désormais, ces idéologies (communisme, socialisme, libéralisme, etc.) ont pris l'eau, et les individus sont désormais aux prises avec le réel qu'ils auscultent dans l'immédiateté de leur propre condition. Depuis le XIXème siècle, des horreurs ont été commises, qui n'ont pas entamé la foi idéologique ; **l'érosion de cette foi est assez récente, datant des années 1970**.

Pour certains, on se trouve dans une situation similaire à celle de l'Entre-deux-guerres, pouvant nourrir le populisme. Ceci est très dangereux pour la démocratie car cela peut contribuer à alimenter l'autoritarisme. Personnellement, **je ne pense pas que la situation soit la même en dépit de la crise de confiance car parallèlement, l'attachement aux institutions démocratiques reste plus fort qu'on ne le dit**, selon moi. On dénonce l'incurie, le manque de courage des élites politiques, etc. ; en même temps, je doute que les choses se passeraient sereinement si l'on venait à toucher aux institutions démocratiques dans notre pays, en dépit de certains sondages qui révèlent qu'une partie des Français souhaiterait un exécutif fort, jugeant le libéralisme politique pas si important que cela. L'attachement à la démocratie est plus fort aujourd'hui que durant l'Entre-deux-guerres. C'est sans doute la raison pour laquelle nous n'avons pas encore vu vaciller les démocraties libérales.

Eric Deschavanne : La défiance est en effet le carburant du populisme. Nos démocraties tendent à devenir des "vétocraties", pour reprendre un mot de Francis Fukuyama. Le problème est particulièrement marqué en France (qui fait partie, on le sait, des pays où le niveau de défiance, à l'égard des autres et des institutions, est le plus intense) mais il affecte toutes les démocraties occidentales. Dans notre rapport au pouvoir et au système d'information, le doute est raisonnable et la critique nécessaire. Le problème commence lorsque doute et critique deviennent systématiques, au point de conduire au relativisme dans le rapport à la vérité, à la peur de l'avenir qui paralyse l'action ainsi qu'à l'incapacité d'adhérer à un projet de gouvernement.

Quelles sont les causes de cette défiance accrue ? J'en vois principalement trois. La nouvelle économie fondée sur l'innovation et la mondialisation fabrique de la polarisation économique, sociale, territoriale, et finalement culturelle. Cette fragmentation est évidemment renforcée par le multiculturalisme. La défiance oppose au sein d'une même société des populations qui non seulement n'ont pas les mêmes problèmes, les mêmes peurs ni les mêmes besoins, mais qui n'ont même plus les mêmes références culturelles ni les mêmes sources d'information. Ce dernier point est à mettre en rapport avec le deuxième facteur : le basculement du système médiatique dans un hyperlibéralisme qui peine à trouver les moyens de sa régulation. Non seulement les médias classiques sont entrés dans l'ère de la concurrence, mais Internet a démultiplié les sources d'information et contribué à la mise en place d'un espace public où coexistent dans le chaos le plus total information et désinformation, connaissance et obscurantisme. Le système médiatique (internet compris) alimente en permanence le doute, le bon comme le mauvais, à base de démultiplication des points de vue, de pluralisme et de saturation de l'information, de rumeurs, de désinformation, de théories du complot. L'offre médiatique renforce en outre l'individualisme, dont Tocqueville considérait déjà au début du 19e siècle qu'il est le trait culturel structurant des démocraties modernes. Or, l'indépendance intellectuelle, estime Tocqueville conduit à se défier de toutes les autorités, excepté celle de l'opinion publique. A la lumière de cette analyse, on peut douter de la pertinence du discours sur la renaissance du "paradigme autoritaire" qu'incarneraient Poutine et Trump. L'identification des leaders populistes autoritaires - Trump ou Marine Le Pen - est une manière pour le peuple des muets qui ne se résignent pas au silence de se faire entendre de l'establishment et du "parti des médias". L'électeur du FN se défie probablement autant des autorités que le participant de Nuit Debout qui récuse toute représentation et revendique l'égalité des temps de parole. Derrière la crise de la confiance il faut sans doute voir une crise de croissance des démocraties. La défiance systématique est alimentée par un fantasme de toute-puissance, une difficulté à admettre le caractère faillible de l'information, la complexité du réel et les difficultés de l'art de gouverner.